

Les subsides

Le Système d'alerte du Nord qui doit être modernisé à Goose Bay ne se trouve pas à Saint-Jean. Quelques projets, dans le cadre du programme Canada au travail, seront réalisés à Saint-Jean, mais le Foyer de Placentia ne s'y trouve pas. La liste est longue. Voilà qui répond à cette partie de la question.

En ce qui concerne les vols internationaux qui desservent Gander, nous ne transférerons que deux ou trois vols transatlantiques qui relient Terre-Neuve au Royaume-Uni. Air Canada utilise actuellement l'aéroport de Gander, même si le trafic provient essentiellement de Saint-Jean, de la péninsule Avalon et de la péninsule Burin. On a oublié les droits des voyageurs. On ne tient aucun compte des dépenses supplémentaires que subissent les 60 ou 70 p. 100 de voyageurs qui viennent de ces régions, à cause de l'opportunisme politique et de l'égoïsme du député. Le fait d'avoir transféré ces vols ne fera pas le moindre tort à Gander, qui continuera d'avoir un aéroport international. Aucun autre vol ne sera transféré.

Air Canada veut exploiter ses vols à partir de l'aéroport de Saint-Jean d'où provient la majorité des voyageurs. Air Canada veut éviter aux voyageurs des dépenses et le problème de se rendre à Gander où ils attendent des heures durant un départ de vol international pour le Royaume-Uni. Gander n'en pâtira pas mais, pour une fois, on tiendra compte des voyageurs. L'opportunisme égoïste du député ne nous empêchera pas de faire ce que nous aurions dû faire il y a une dizaine ou une douzaine d'années déjà.

Ai-je répondu à toutes les questions? Le député aimerait me demander autre chose? La plupart des services resteront où ils sont. Personne à Saint-Jean ne veut spolier Gander. Cependant, lorsque les besoins des voyageurs l'exigent pour leur permettre d'économiser de l'argent, du temps et s'éviter des ennuis, il est normal de faire quelque chose. Le sectarisme politique étroit et l'égoïsme ne doivent pas nous empêcher d'agir. Je garantis au député que Gander ne va pas souffrir de cette initiative et ne souffrira pas du tout tant que je ferai partie du gouvernement du Canada.

● (1530)

M. Langdon: Monsieur le Président, comme je suis nouveau, je dois dire que c'est une expérience formidable d'écouter le ministre.

Des voix: Bravo!

M. Langdon: Cela prouve qu'il est fort à l'étroit au ministère de la Justice. Je tenais toutefois à signaler que je suis impressionné par le fait que le système éducatif de Terre-Neuve apprend aux gens à s'exprimer, mais je suis moins impressionné par ce que les écoles leur ont appris matière de calcul. La dernière fois qu'on a fait le compte, il y avait six députés néo-démocrates dans la région de l'Atlantique et leur nombre augmente rapidement.

Je suis frappé que l'on ait traité le Nouveau parti démocratique de parti immobiliste. Je suppose qu'il est préférable d'être accusé de ne rien faire lorsqu'on n'est pas au pouvoir que d'être accusé de ne rien faire lorsqu'on est au pouvoir. Maintenant que le cabinet est formé depuis huit mois, le ministre devrait se mettre à se rendre compte que c'est son gouvernement qui est au pouvoir. Il ne suffit plus de critiquer le gouvernement précédent pour ce qui se passe à l'heure actuelle dans la région de

l'Atlantique. Il importe que le ministre admette qu'il est au pouvoir, que le gouvernement est au pouvoir et qu'ils ont la possibilité d'agir. S'il s'agit de choisir entre être parfaitement sympathique, ou ennuyeux ou éminemment ridicule, il est peut-être préférable d'être parfaitement sympathique.

Le ministre a déjà parlé de choses qui avaient progressé dans la région de l'Atlantique. Ce qui a surtout progressé dans cette région depuis que le gouvernement a pris le pouvoir, c'est le taux de chômage; je crois qu'il est temps que le gouvernement en tienne compte et qu'il essaie de remédier à la situation.

M. Crosbie: Monsieur le Président, il est difficile de déceler une question dans ce qu'a dit le député, mais nous savons que nous sommes au pouvoir. Nous savons que c'est la réalité. Est-ce que je ne viens pas d'énumérer les résultats de notre exercice du pouvoir pour une seule province du Canada, et une petite province au plus? Oui, nous sommes au pouvoir et nous faisons quelque chose. Nous adoptons une approche à long terme. Le programme Défi 85, que les gouvernements provinciaux attendaient depuis des années, fournira non seulement des emplois à court terme aux jeunes, mais les aidera dans leurs futures carrières. Voilà ce que c'est que d'être au pouvoir. Nous faisons l'expérience du pouvoir quand le ministre des Transports (M. Mazankowski) rétablit les services de VIA Rail. Les Canadiens éprouvent concrètement les bienfaits de notre exercice du pouvoir. Les Terre-Neuviens s'en rendent compte également parce qu'ils sont traités comme de véritables êtres humains pour une fois. Ils se font respecter, ils ne sont plus traités comme autrefois. Grâce à l'Accord de l'Atlantique, ils savent que nous sommes au pouvoir. Nous savons que ce n'est pas un rêve, parce que nous avons fait accepter l'Accord de l'Atlantique et l'Accord de l'Ouest. Le député de l'Alberta sait que nous sommes réellement au pouvoir, parce que nous avons réglé les problèmes énergétiques dans l'Ouest. Les Québécois savent que nous sommes au pouvoir à cause des choses que nous avons accomplies au Québec.

Nous sommes conscients de la réalité, c'est-à-dire que nous exerçons le pouvoir et que nous allons adopter une approche à long terme. Nous savons à quel point sévit le chômage. Je vis à Terre-Neuve, j'y ai vécu toute ma vie et j'ai l'intention d'y vivre toute ma vie, et je sais à quel point le chômage afflige le Cap-Breton. Nous savons qu'il n'est pas facile de le faire disparaître. Nous ne savons même pas si nous allons y réussir, mais nous allons faire une tentative plus solide que ce qui a été fait auparavant parce que nous allons nous y prendre à long terme, non pas seulement pour y apporter des solutions superficielles immédiates. Voilà le genre d'approche que nous et la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) avons adoptée.

Oui, la réalité, c'est que nous sommes au pouvoir. Nous le savons, les Canadiens le savent et nous n'allons pas l'oublier. Le député ne va pas l'oublier non plus car, étant donné les braillements que nous l'avons entendu pousser aujourd'hui, nous savons que son parti est en voie d'effondrement et de disparition. Il n'ira nulle part s'il continue d'agir ainsi durant les quatre prochaines années, et je l'incite à continuer dans ce sens.